

Puis le chef de l'opposition a fait des observations étranges, l'autre jour, à propos du Commonwealth et de notre attitude envers ce dernier. J'avais signalé que le Commonwealth doit travailler pour la paix, et je l'ai dit de la façon suivante, comme en fait foi la page 986 du hansard du 10 février:

Notre Commonwealth s'étend si largement dans le monde qu'il doit travailler pour la paix. En cas de guerre, le Commonwealth aurait beaucoup plus d'ennuis que les États-Unis ou l'Union soviétique parce qu'il est tellement éparpillé sur le globe. Il ne fait aucun doute que tous les pays du Commonwealth travaillent aujourd'hui pour la paix.

Le chef de l'opposition a tiré cette déclaration de son contexte, l'a déformée au point de la rendre méconnaissable, après quoi il en a tiré les conclusions suivantes, comme en fait foi la page 1037 du hansard:

Sans doute, ils travaillent pour la paix; toutefois, prétendre que, parce qu'il est éparpillé sur le globe, le Commonwealth serait plus exposé que les États-Unis ou l'Union soviétique, en cas de guerre, ne me semble guère conforme à la réalité. Cela suppose en effet qu'en cas de guerre tous les pays membres du Commonwealth seraient également atteints ou que tous participeraient à la guerre. Or nous savons que dans le nouveau Commonwealth qui compte des États d'Asie et d'Afrique, chaque pays membre a sa propre politique étrangère et sa propre politique en matière de défense et n'est tenu de participer à aucun conflit du fait que d'autres pays du Commonwealth y sont engagés. Ce vestige, si je puis m'exprimer ainsi, de l'ancienne conception du Commonwealth centralisé ne tient pas compte des faits.

Les paroles du chef de l'opposition n'étaient vraiment pas très conformes à la réalité. Imaginez une guerre nucléaire et les retombées radio-actives, non pas les endroits atteints par les bombes, mais tous ceux qu'atteignent les retombées. Personne n'y échappe dans aucune partie du monde. Il est maintenant impossible que la moitié du Commonwealth soit en guerre sans que l'autre moitié le soit également. Elle pourrait n'être pas réellement bombardée mais elle n'en souffrirait pas moins des retombées radio-actives. Le monde entier en souffrira et le Canada plus que tout autre pays, parce qu'il est situé entre les deux principaux rivaux, les États-Unis et l'URSS. S'il y a un pays au monde où les bombes vont tomber, en dehors de ces deux-là, c'est bien le Canada. De plus, nous habitons une zone tempérée où les retombées sont beaucoup plus graves que dans toutes les autres zones. De toutes les nations du Commonwealth c'est le Canada qui aura le plus à perdre si une guerre nucléaire éclate.

Le chef de l'opposition a fait au sujet du Commonwealth deux autres déclarations étonnantes qui sont plus graves encore. Voici un passage que je relève à la page 1035:

Je lui dirai que si nous envisageons le Commonwealth au sens ancien du terme, comme une sorte d'association d'États sous le parapluie de Westminster...

C'est toujours la même vieille rangaïne que les ministres du gouvernement libéral nous ont servie pendant tant d'années quand je siégeais dans l'opposition, et je la croyais tombée dans l'oubli depuis longtemps. A la même page, je relève le passage suivant:

...si nous concevons le Commonwealth dans son ancienne perspective, quand il était axé sur Londres et se fondait sur la suprématie des blancs, nous nous trouverons peut-être en face de problèmes insolubles d'ici quelques années.

On voit ici le chef de l'opposition revenir à la vieille tactique libérale, qui consiste à se montrer anti-britannique. Cela me rappelle le très honorable Mackenzie King qui, dans les années 30, déclarait pouvoir accepter des renseignements des Britanniques sur le cours des événements, mais refusait d'être consulté, sous prétexte que la chose pouvait entraîner des obligations pour le Canada. Quelques mois seulement avant que les Allemands déclarent la guerre, il affirmait devant la Chambre que nous ne permettrions pas aux Anglais de venir établir au Canada un programme d'entraînement aérien, car cela équivaldrait à établir une base militaire étrangère au Canada.

Une telle initiative, menée jusqu'au bout, aurait fort bien pu nous faire perdre la guerre. Nous revenons maintenant à quelque chose de semblable de la part du chef actuel du parti libéral. Il a parlé de la suprématie de la race blanche. Je n'ai jamais parlé d'une telle suprématie. J'étais bien loin de penser à cela et la politique du gouvernement est tout à fait à l'opposé. Nous envoyons nos représentants en Nigeria, nous portons de 35 à 50 millions de dollars notre participation au Plan de Colombo, nous offrons un supplément d'aide aux pays africains du Commonwealth et aux Antilles, nous sommes les premiers à inaugurer un programme de bourses d'études au sein du Commonwealth, nous sommes constamment les hôtes de représentants de nations africaines,—j'ai reçu ces dernières semaines des chefs de l'Ouganda et de la Nigeria et nous aurons dans quelques semaines la visite de représentants du Tanganyika. C'est donc une bien mauvaise attitude que prend le chef de l'opposition en parlant comme il l'a fait de la suprématie de la race blanche.

L'honorable député nous a exprimé son inquiétude de voir d'autres nations africaines